

Perspectives

N°23/165 – 8 juin 2023

NEWS GÉOÉCONOMIQUES

La Chine en Asie centrale

Au moment où le Japon accueillait le G7 à Hiroshima, la Chine réunissait, quant à elle, le premier sommet Chine-Asie centrale en présentiel depuis 2020 (dont la Russie était absente). Ce qu'il faut bien appeler désormais une « compétition des alliances » accélère, et chaque pas en avant, fait par un camp ou par l'autre, représente l'une des pièces à surveiller dans le grand domino géopolitique actuel – surtout si le scénario des années à venir est celui d'une guerre froide, en tout cas, au minimum, d'une guerre de position géo-économique. En effet, c'est en ce moment que les zones d'influence respectives bougent et s'établissent.

Ainsi, tandis que les États-Unis progressent dans leur stratégie d'encerclement de Pékin en mer de Chine, la Chine renforce de son côté les liens continentaux dans son *hinterland*. En fait, plus les tensions en Indo-Pacifique s'intensifient, plus le caractère stratégique de l'Asie centrale augmente pour Pékin, que ce soit pour la fourniture d'énergie, les voies de transit terrestre, ou tout simplement la bataille pour le contrôle de l'Eurasie. L'Europe cherche elle aussi à être offensive géopolitiquement dans une zone potentiellement importante pour ses approvisionnements en matières premières stratégiques. Mais les effets de gravité, à terme, joueront certainement en faveur de la Chine. Avec l'inconnue, également, de ce que va faire et être une Russie quoi qu'il en soit affaiblie.

Cependant, si Pékin veut mieux asseoir son influence régionale, il va y avoir deux obstacles à surmonter. Le premier sera de se faire mieux accepter de la population, particulièrement au Kazakhstan, où de nombreuses manifestations anti-chinoises ont déjà eu lieu, que ce soit pour se prémunir d'un risque d'accaparement des terres, ou pour protester contre le traitement des Kazakhs dans le Xinyang. En Asie centrale comme dans de nombreuses autres régions du monde, la Chine peine à développer son *soft power*, elle reste assez mal aimée à l'heure où, en revanche, elle est en train d'améliorer son capital diplomatique (notamment grâce au coup d'éclat qu'a représenté le rapprochement arabo-iranien, sous pilotage chinois).

De fait, il va falloir déployer beaucoup de doigté diplomatique en Asie centrale – et c'est le deuxième obstacle à l'influence de Pékin – pour stabiliser une région qui reste très fragile politiquement, que ce soit à l'intérieur ou entre les pays. Les sujets sont nombreux, mais la relation irano-afghane s'annonce particulièrement complexe à gérer pour la Chine, sur fond de conflit religieux. Cette semaine, les échanges de tir à la frontière ont aussi rappelé à quel point la matérialisation du réchauffement climatique peut être très vite source de conflit dans les régions les plus affectées, et l'Asie centrale en est une. En effet, la tension aurait été provoquée par la décision afghane de construire un barrage en amont des eaux de l'Helmand, qui irrigue l'est de l'Iran, au risque de remettre en question les termes du traité bilatéral de 1973. Rappelons que les approvisionnements en eau étaient aussi le déclencheur des derniers affrontements entre Kirghizstan et Tadjikistan. En Asie centrale, la guerre de l'eau est déjà une réalité et si Pékin veut apparaître comme une puissance stabilisatrice, c'est aussi à cela qu'il va falloir apporter des réponses très concrètes.

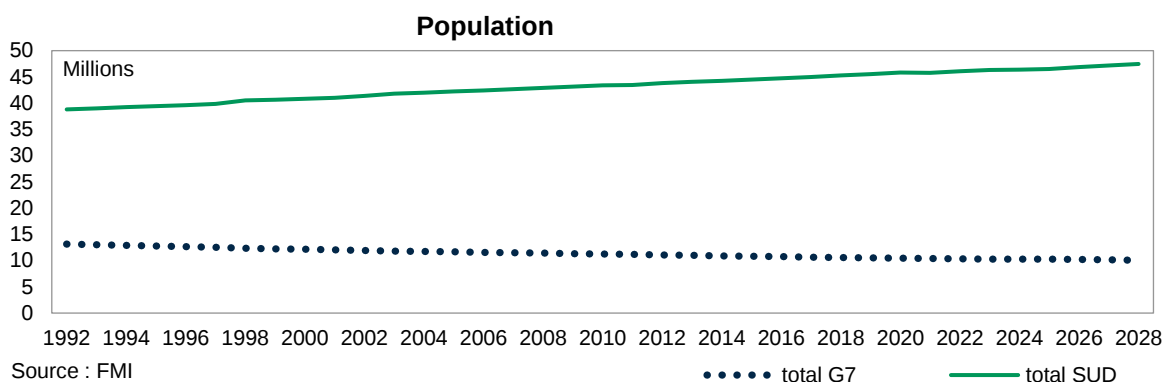
Indo-Pacifique : l'alliance anti-chinoise se construit autour de la question de la libre circulation maritime

Tandis que le texte final du G7 réaffirme la priorité du maintien de la libre circulation maritime en Indo-Pacifique, chaque semaine apporte son lot d'informations géopolitiques sur ce thème, qui vont globalement toutes dans le même sens. En effet, du lancement du « Cadre économique Indo-Pacifique pour la prospérité » en septembre 2022, à l'octroi de quatre bases supplémentaires ouvertes aux soldats américains par les Philippines, en passant par les accords sécuritaires signés tout récemment avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée le 22 mai 2023 (les Chinois avaient signés quant à eux avec les îles Salomon l'an dernier), les initiatives américaines pour contrer la Chine sur le plan économique et sécuritaire ont été nombreuses depuis l'arrivée au pouvoir de J. Biden.

Dans le même esprit, il est donc intéressant de noter que des liens stratégiques intra-zones sont aussi en train de se développer. Ainsi, le Vietnam et les Philippines veulent améliorer leur coopération stratégique à propos du contrôle de la mer de Chine du Sud, en poussant à l'adoption d'un code de conduite, dans un contexte de tensions autour du comportement des navires chinois dans les zones revendiquées. Sur cette question de la liberté de circulation maritime, Pékin semble bel et bien de plus en plus isolé dans la région et c'est l'un des points qui construit de fait une alliance qui lui est opposée.

Russie : toujours à la manœuvre en Afrique

La Russie et le Kenya devraient signer prochainement un accord commercial, selon une déclaration du bureau du président kényan, William Ruto, à la suite d'une visite de S. Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe, très actif en Afrique depuis le début du conflit. Il a d'ailleurs poursuivi sa route vers l'Afrique du Sud, où se déroule un sommet des ministres des Affaires étrangères des BRICS, pour préparer la rencontre des chefs d'État qui aura lieu en août. De fait, la possible venue de V. Poutine cet été pose toujours problème à l'Afrique du Sud : le gouvernement, qui ne cesse de réaffirmer sa « neutralité » sur le conflit en Ukraine cherche en ce moment à trouver les justificatifs juridiques internationaux pour ne pas appliquer le mandat d'arrêt international contre le président russe, et lui accorder une immunité. Mais cette position officielle est très critiquée par l'opposition. Le sujet du déplacement russe cet été en Afrique du Sud est en fait assez énorme pour la communauté internationale. Il touche en effet autant à la légitimité des institutions internationales et du « gouvernement par la règle », qu'à la fragmentation géopolitique globale, accélérée par les relations que beaucoup de puissances, dites secondaires, continuent d'entretenir avec la Russie.



La relation de l'ANC avec la Russie s'inscrit dans une relation historique longue, liée au soutien de l'URSS dans la lutte contre l'Apartheid. Moscou ne se prive pas aujourd'hui d'en jouer lorsque la Russie dénonce le « néocolonialisme » des États-Unis, et affirme vouloir faire de la place au Conseil de sécurité de l'ONU aux pays en développement. C'est en fait l'un des thèmes qui fait consensus dans tous les pays du Grand Sud, y compris les plus démocratiques, comme le Brésil. À vrai dire, on voit d'ailleurs mal comment il ne serait pas légitime au regard des équilibres démographiques mondiaux... L'Alliance démocratique, premier parti d'opposition en Afrique du Sud, accuse par ailleurs l'ANC d'être à la solde de Moscou et évoque même des financements russes, parmi les donateurs de l'ANC, *via* des entreprises minières. Au-delà des thèmes d'actualité politique propres à ce pays, il s'agit donc d'un sujet à suivre pour les investisseurs occidentaux dans une période où le risque de sanctions indirectes va s'intensifier. D'ailleurs, même en l'absence de sanctions, le risque de réputation entoure désormais toutes les opérations où la présence russe, même indirecte, est prouvée.

D'une façon plus générale, le lien militaire de l'Afrique du Sud avec la Russie et la Chine reste fort. Ainsi, bien que le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ait démenti les accusations selon lesquelles son pays avait envoyé des armes à la Russie, l'Afrique du Sud a accueilli des navires de guerre russes et chinois et a participé à des exercices navals au large de sa côte Est en février dernier – exercices coïncidant avec le premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine. Enfin, selon des sources officielles, le plus haut général de l'armée russe et son homologue sud-africain auraient discuté de coopération militaire lors de leur rencontre à Moscou, lundi 15 mai.

Article publié le 2 juin 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#), actualisé le 7 juin 2023

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
07/06/2023	<u>Chine – Zones de flou, lignes de faille</u>	Asie
06/06/2023	<u>Italie – L'Istat révisé à la hausse la croissance du T1</u>	Italie
05/06/2023	<u>France – Recul de l'inflation en mai, quelles perspectives pour la consommation ?</u>	France
05/06/2023	<u>Webconférence – Avenir de l'Europe / NGEU – Le plan de relance européen : où en est-on trois ans après ?</u>	Europe
02/06/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
01/06/2023	<u>Un perpétuel recommencement</u>	Monde
31/05/2023	<u>Ghana – Le coup de pouce tant attendu du FMI</u>	Afrique sub-saharienne
31/05/2023	<u>Moyen-Orient – Afrique du Nord – L'intégration commerciale régionale est la plus faible au monde, un handicap certain pour le développement</u>	Moyen-Orient – Afrique du Nord
31/05/2023	<u>Thaïlande – Après les élections, place aux négociations</u>	Asie
30/05/2023	<u>Brésil – Risques avérés circonscrits contre menace sourde</u>	Amérique latine
30/05/2023	<u>Royaume-Uni – Les chiffres d'inflation créent la surprise</u>	Royaume-Uni
26/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
25/05/2023	<u>La grande polarisation</u>	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.